

Communiqué



Solidarité avec les habitant(e)s et territoires
d'Haïti et de République Dominicaine

Santo Domingo, 27 novembre 2010

La situation que connaît Haïti aujourd'hui est extrêmement délicate et compliquée. Peut être pas la pire de son histoire mais certainement de cette décennie. D'abord, il faut rappeler que le tremblement de terre représente un des plus gros désastres humanitaires au monde de ces dernières années. Un séisme de cette force (7,3 échelle Richter) n'a jamais fait autant de mort(e)s. Haïti la vulnérable a été atteinte en plein cœur (capitale d'un pays hyper centralisé).

Pour rappel, le tremblement de terre a tué plus de 300.000 personnes, a blessé plus de 300.000 hommes, femmes, enfants et a fait plus de 1,3 million de personnes sans abris, obligées de vivre regroupées dans 1.269 sites improvisés, dont 891 se trouvant dans la région de Port au Prince, totalisant 1,143,032 personnes (source Cluster CCCM/OIM. 29/10/2010). Plus de 60% de Port-au-Prince a été détruit; depuis les infrastructures gouvernementales jusqu'aux commerces, universités, écoles, hôpitaux, bureaux, centres culturels, sièges d'organisations sociales, archives etc. 4.758 centres scolaires auraient été touchés. En plus du Palais National, 12 des 15 Ministères ont été lourdement endommagés. Les pertes financières ont été estimées à 7.754,3 Millions \$US. Le pays compte aussi plus de 500.000 personnes déplacées dans les autres régions du pays considérées comme « non affectées ».

10 mois se sont écoulés, non sans souffrances et colères, pour brosser un tableau actuellement désolant, pire qu'à 5 mois du séisme. Puisque non seulement la situation des milliers d'haïtiens n'a pas changé, mais ces populations sont frappées par une épidémie de choléra difficilement contrôlable. L'état d'urgence est plus que jamais en vigueur alors que le centre d'attention du gouvernement envers les élections se fait au détriment d'actions envers les populations dans le besoin.

Le bilan de la puissante et controversée Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) mise en place à partir de la *Conférence Internationale des donateurs pour un nouvel avenir en Haïti* (31 mars, New York) est plus que décevant. Pour rappel, le 21 avril la CIRH est créée par Décret Présidentiel, formée de 14 haïtiens, 13 internationaux et 4 membres sans droit de vote. Depuis sa création elle s'est réunie 3 fois pour approuver les projets de reconstruction du pays. Les promesses d'aide se font attendre. Sur les 10 milliards US\$ promis par la Communauté Internationale pour les 5 prochaines années en faveur de la reconstruction (dont 5.3 milliards US\$ pour 2010/2011), seulement 30% se sont concrétisés.

Concernant le fonds multi latéral (Fonds de Reconstruction d'Haïti - FRH) et en date du 26 octobre 2010, seulement 265 millions US\$ ont été reçu par 11 bailleurs

(Australie, Brésil, Canada, Chypre, Colombie, Estonie, Norvège, Oman, Suède). Et sur les 164 millions US\$ pour faire face à l'épidémie de choléra durant 14 mois, seuls 10% des fonds ont été déboursés (déclaration de Nigel Fisher, coordinateur de la Minustah, 22/11/2010). Certains états seraient dans l'attente des résultats des élections pour concrétiser l'aide financière.

Les organisations de la société civile et les haïtien(ne)s ne sont toujours pas ou trop peu consultées et ne connaissent pas les détails des projets approuvés par la CIRH. Plus que participation, les organisations sociales haïtiennes (par exemples : GARR, PAPDA, JRS-SJRM, SOFA, CRESFED etc.) demandent au gouvernement et à la Communauté Internationale d'agir pour le peuple, d'assurer leur sécurité et leur dignité, de doter les Haïtien(nes) de documents d'identité et surtout de rompre avec les dynamiques excluantes, de dépendances économiques, d'ultra centralisation du pouvoir et des services publics. Elles demandent aussi à ce que les plans pour la reconstruction soient consensuels et connus de la société haïtienne dans son ensemble.

Une des raisons de la présente situation est le manque de préparation de la communauté internationale face à ce genre de désastre. Les experts internationaux se relaient, en provenance d'Afghanistan, de la RDC ou encore d'Irak. Des méthodes inappropriées au contexte spécial haïtien. Comme si Haïti était un pays en guerre.

Par ailleurs, la transition entre urgence et développement est dans ce cas compliqué et ne cesse de s'allonger. Puisque un nouvel événement ponctue cette phase de déploiement de l'aide depuis le séisme, notamment les premières pluies de mars, la tempête du 24 septembre à Port-au-Prince, l'épidémie de choléra qui a touché plus de 25.248 personnes et a fait plus de 1.415 morts (date du 23/11/2010) depuis le 20 octobre et plus récemment le cyclone Tomas qui s'est transformé en ouragan catégorie 1 le 5 novembre frôlant les côtes ouest de l'île (côté Haïti). Les réponses sont d'autant plus lentes que les organisations haïtiennes, connaissant la situation et ayant des capacités d'actions, n'ont pas été consultées sur le futur du pays et les manières d'améliorer la situation de milliers de personnes. Le fait qu'aucune conférence internationale ne s'est encore réalisée en Haïti est d'ailleurs révélateur de cette situation.

Autre facteur d'importance : le climat politique. Les élections sont prévues pour demain. Même si certains analystes pointent du doigt l'impossibilité matérielle de réaliser des élections qui soient sérieuses et garantes d'une expression démocratique du peuple, la Communauté Internationale insiste sur la normalité de la situation. D'autres prévoient une fraude au profit du candidat du parti gouvernant, Jude Célestin, pointant du doigt dès à présent des irrégularités. Les derniers sondages annoncent deux tours, donnant avantage à la candidate du RDNP, Mirlande Manigat (sondage BRIDES, 25/11/2010. Manigat avec 36% des intentions de vote, Célestin avec 20.1%, Martelly avec 14.2%).

La situation d'Haïti ne peut être résolue que par des visions et actions localistes. Une vision d'île doit être sérieusement abordée à la fois par les 2 gouvernements (dominicain et haïtien) mais aussi par la communauté internationale. La gestion de crises et prévention des désastres doit être nécessairement coordonnée entre les 2 pays, tout comme la gestion de l'environnement, les activités commerciales, le

développement frontalier, la coopération dans le processus de reconstruction et les migrations, sont autant de thèmes devant être abordés d'urgence par une vision binationale et insulaire. La Commission Mixte Bilatérale, unique mécanisme formel de coordination entre les 2 gouvernements doit être une fois pour toutes opérative pour aborder les nombreuses problématiques communes et la mise en œuvre de politiques et actions d'intérêts des peuples de l'île Hispaniola.

Il faut savoir que la population haïtienne est la première communauté de migrants en République Dominicaine, en majorité dépourvue de documents d'identité. C'est une problématique à laquelle le gouvernement dominicain doit répondre. Il faut aussi savoir que les relations dominico-haïtiennes étaient extrêmement tendues depuis plus de 5 ans (notamment à partir de l'évènement survenu à Hatillo Palma en RD), mais que la réaction du gouvernement dominicain post séisme a été quasi exemplaire. La solidarité étatique s'est exprimé à travers la mobilisation de 14 entités gouvernementales estimée à 5,8 millions US\$ par le Ministère d'Economie, Planification et Développement (MEPYD) notamment en matière de réhabilitation de réseaux électriques et télécommunications, routes, aides sanitaire et alimentaire aux victimes, préparation de fosses, nettoyage de canaux, mise en place d'un couloir humanitaire, etc. Au delà, c'est la société dans son ensemble qui s'est sincèrement solidarisée avec les cousins haïtiens, soit au travers de la Plataforma Ayuda Haïti soit au travers d'initiatives privés.

Solid'Hispaniola
27 rue Ernest Savart
93100 Montreuil
www.solidhispaniola.org
Contact : info@solidhispaniola.org